mestique; mais il a réellement demandé si des pommes de terre de table ordinaires étaient vendues pour des pommes de terre de semence certifiées. Si son intention a été de poser la question que j'ai indiquée, je dois dire que nous avons reçu des plaintes portant que des pommes de terre de semence certifiées ont été vendues pour la consommation domestique, attendu que, le 12 mai, la Commission a publié une ordonnance prohibant cette sorte de vente.

M. FRASER (Peterborough-Ouest): Les pommes de terre ordinaires sont-elles vendues comme pommes de terre de semence?

M. ABBOTT: La plus grande partie des pommes de terre vendues au Canada ne sont pas des pommes de terre de semence certifiées, mais le produit ordinaire destiné à la consommation.

L'honorable député de Lethbridge (M. Blackmore) a aussi posé deux questions; l'une se rapportant au prix des pommes de terre de semence et à l'effet de ces prix sur les plantations, et l'autre aux dispositions que l'on a prises pour parer à une disette grave de pommes de terre l'automne et l'hiver prochains. Les prix des pommes de terre de semence certifiées n'étant pas soumis à un plafond ont atteint des niveaux plus élevés que d'ordinaire comparativement aux prix des pommes de terre de consommation. Cependant, ces prix n'ont pas nuï à la demande, car elle est très prononcée. On me dit que la quantité de pommes de terre de semence certifiées qui a été distribuée au Canada, cette année, est plus considérable qu'elle ne l'a jamais été, et que l'augmentation dans Ontario et Québec varie de 25 à 30 p. 100.

On a établi un contrôle sur l'exportation des pommes de terre de semence certifiées il y a plusieurs semaines, au moyen de permis, et les stocks qui autrement auraient pris la route de l'exportation sont maintenant dirigés vers le marché domestique.

Passons maintenant aux mesures prises dans le but de stimuler la production au cours de la présente année. D'abord, je vous ferai remarquer qu'on a fixé le plafond des prix sur les pommes de terre de consommation à un niveau beaucoup plus élevé que celui qui existait au moment de la période de base, même compte tenu des frais généraux normaux, ce qui sera peut-être de nature à encourager la production.

Le ministère de l'Agriculture a également poursuivi une campagne active afin de faire augmenter la production. A la réunion fédérale-provinciale tenue au mois de décembre, on a préparé des plans définis en vue d'augmenter la superficie cultivée en pommes de

[M. Abbott.]

terre, et les ministères de l'Agriculture du Dominion et des provinces se sont tenus en communications constantes relativement aux plans de production, au cours des mois subséquents. L'objectif à atteindre en 1943 a été fixé à 560.000 acres en regard d'environ 506.000 acres en 1942. Chaque province a accepté une part de ce grand total et a poursuivi une campagne de propagande activement. A ce sujet je pourrais également vous mentionner la campagne en faveur des jardins de la victoire.

Hier, l'honorable représentant de York-Sunbury (M. Hanson) a parlé de nouvelles publiées dans les journaux relativement à l'existence d'un marché noir des pommes de terre dans les Provinces maritimes. On me dit que des fonctionnaires de la Commission des prix et du commerce en temps de guerre ont fait une enquête préliminaire dans ces provinces, mais jusqu'à présent on n'a découvert aucune preuve de l'existence d'un tel marché. L'enquête se poursuit.

M. GRAYDON: Puis-je demander,—je ne sais pas si je dois l'appeler "le sous-ministre"...

Le très hon. MACKENZIE KING: L'adjoint du ministre.

M. GRAYDON: Puis-je demander au premier ministre comment nous sommes censés nous adresser à un adjoint parlementaire.

Le très hon. MACKENZIE KING: L'adjoint parlementaire du ministre des Finances.

M. GRAYDON: Dans ce cas, je pose à l'adjoint parlementaire du ministre des Finances la question suivante: son ministre, ou le ministre de l'Agriculture ou son adjoint parlementaire ont-ils entendu dire que des pommes de terre avaient été livrées à des commerçants ou à des marchands comme produit pour la consommation, non des semences certifiées, et que ces pommes de terre avaient été ensuite vendues au public au prix élevé, sur lequel il n'y a pas de plafond, des pommes de terre de semence certifiées? Ont-ils reçu des plaintes à ce sujet? La plupart des honorables députés, je crois, ont entendu ici et là des plaintes dans ce sens.

M. ABBOTT: Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons reçu aucune plainte portant que des pommes de terre pour la consommation ordinaire ont été vendues comme pommes de terre de semences certifiées. Une telle action serait contraire aux règlements et les coupables seraient passibles de poursuite. On s'est plaint que des pommes de terre de semences certifiées avaient été vendues comme pommes de terre pour la consommation ordinaire et, comme je l'ai dit tout à l'heure, une ordonnance a été rendue au sujet de cette pratique.